



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET
ET DU SECTEUR BANCAIRE

LE MINISTRE

N°20- 008 /MFBSB/CAB

وزارة المالية والميزانية والقطاع
المصرفي

مكتب الوزير

Moroni, le 27 AOÛT 2020

PROJET DE LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2020

EXPOSÉ GÉNÉRAL DES MOTIFS

J'ai l'honneur de vous soumettre le projet de loi des finances rectificative de la loi des finances 2020, promulguée par l'ordonnance n°20-001/PR du 02 janvier 2020.

La présente loi de finances rectificative (LFR) en s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de la riposte nationale dans la lutte contre la pandémie Covid-19, se veut être la traduction chiffrée de la politique du Gouvernement à cet effet.

Il faut rappeler, qu'avant la crise de la pandémie Covid-19, notre pays a été durement touché par une catastrophe naturelle (le cyclone Kenneth) qui a sérieusement impacté notre tissu économique et de laquelle nous commençons à peine à nous relever.

La pandémie Covid-19 constitue un second choc à envergure mondiale marqué par un ralentissement des échanges économiques (importations / exportations) desquelles dépendent fortement les pays à économie fragile tel que le nôtre.

Ainsi, à l'instar des autres pays du monde, notre pays subit de plein fouet depuis le mois de février 2020 les effets néfastes de cette pandémie. Ce qui a entraîné une remise en cause des stratégies de développement initialement prévues dans la loi de finances initiale 2020 en nous obligeant à prendre en compte, en cours d'exercice, les coûts supplémentaires induits par une situation sans précédent.

Il a donc fallu en urgence mettre en place et opérationnaliser un dispositif national de riposte pour faire face à la gestion de la crise.

Dans le cadre de cet effort, plusieurs mesures à caractères financiers, économiques et sociaux ont été prises afin de soutenir aussi bien nos opérateurs économiques que les ménages, lesquelles ont permis de contenir les effets de la crise mais qui, associées au ralentissement économique, impacteront particulièrement la mobilisation de nos recettes intérieures.

C'est dans ce contexte que le Ministère des Finances et du Budget a sollicité l'appui des bailleurs et partenaires au développement des Comores afin de nous permettre de prendre en charge les coûts supplémentaires liés à la riposte.

Le FMI a été le premier à répondre à notre demande par un soutien de 10 millions USD, suivi par la Banque Mondiale en activant la composante d'urgence du projet COMPASS pour 5 millions USD en attendant un appui budgétaire de la Banque Mondiale de 10 millions USD. Un autre appui de l'ordre de 435 000 USD nous a été accordé par le FADES, ainsi qu'un appui de la Banque Africaine de Développement qui est en cours de finalisation, pour ne citer que ces derniers.

À côté de ces appuis, d'autres efforts sur la dette nous ont été consentis, notamment, des remises de dette (FMI) ou des rééchelonnements des services de la dette bilatérale dans le cadre de l'initiative du G20 (Fonds Koweïtien, Fonds Saoudien, Club de Paris).

Afin de parer à l'urgence et en attendant l'adoption de la présente loi de finances rectificative, les dépenses supplémentaires engendrées par cette pandémie, ont été juridiquement autorisées par le décret n° 20-083/PR du 03 juin 2020, portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance, après information du Parlement et ce conformément à la loi N° 12-09/AU, portant loi des opérations financières de l'Etat. Ce décret nous a aussi permis de nous inscrire dans le cadre des meilleures pratiques internationales en matière de gestion des finances publiques en pareilles circonstances.

Ledit décret a ainsi permis l'ouverture de crédits supplémentaires pour un montant de 7 112 253 652 KMF au bénéfice des secteurs de la santé, de l'éducation, de la sécurité intérieure, de l'aménagement du territoire et des transports, qui initialement et cumulativement ne disposaient que de 2 059 722 762 KMF. Il faut noter que pour ne pas détériorer davantage les équilibres budgétaires, 2 845 487 548 KMF de crédits ont été parallèlement annulés.

Grace à cet effort, le Gouvernement a pu prendre en charge les dépenses telles que l'équipement de centre d'isolement des malades de la Covid-19, notamment par l'acquisition d'un PCR pour les tests microbiologiques des personnes, la prise en charge des malades, la prise en charge des primes exceptionnelles des personnels médicaux ou le rapatriement de plusieurs de nos compatriotes bloqués à l'extérieur après la fermetures des frontières entre autres.

La présente loi de finances rectificative s'inscrit donc en définitive dans un contexte macroéconomique difficile mais maîtrisé, grâce aux mesures mises en place et une gestion efficace de la crise sanitaire.

À cet effet, tout en étant revus à la baisse, les indicateurs macroéconomiques sur la base desquels ce projet de loi de finances rectificative a été élaboré, restent encourageants et préfigurent une possible reprise économique que nous souhaitons dynamique.

C'est ainsi que nous projetons un taux de croissance certes faible, mais toutefois positif de l'ordre de 0,9%, une inflation ramenée à 1%, une pression fiscale de l'ordre de 7,05% et un recul du PIB qui passe de 542 635 millions de KMF à environ 513 808 millions de KMF.

Les grandes masses du présent projet de loi se présentent ainsi qu'il suit :

1) Tableau du solde primaire

Libellés	LFI	LFR	Taux de variation
Prévision des recettes intérieures	54 790 914 309	41 836 967 509	-23,64%
Dépenses courantes primaires	64 247 000 000	66 110 365 562	2,90%
Solde primaire	-9 456 085 691	-24 273 398 053	-156,70%
Solde primaire/ PIB	-1,84%	-4,72%	

Le solde primaire passe de -9 456 085 691 KMF dans la loi initiale à -24 273 398 053 KMF dans la loi rectificative, soit une dégradation de l'ordre de -156,70% à cause de la prise en compte de la dégradation des recettes intérieures qui varient de -23, 64% entre les deux périodes et une augmentation des dépenses. Cependant il faut remarquer que dans le même moment la variation des dépenses courantes entre les deux périodes n'est que de -3,78% grâce aux réaffectations et annulations de crédits.

2) Tableau du solde global

Libellés	LFI	LFR	Taux de variation
Recette et dons	62 790 914 309	94 684 128 821	50,79%
Prévision de recettes intérieures	54 790 914 309	41 836 967 509	-23,64%
Prévision de recettes extérieures (PIP)		44 259 740 212	
Aide budgétaire	8 000 000 000	8 587 421 100	7,34%
Dépenses globales	68 548 000 000	114 069 233 282	66,41%
Dépenses courantes	68 548 000 000	69 839 603 382	1,88%
Prévision des dépenses (PIP)		44 259 740 212	
Solde global (KMF)	-5 757 085 691	-19 415 214 773	- 237,24%
Solde global/PIB	-1,12%	-3,78%	

Le solde global passe de -5 757 085 691 à -19 415 214 773, soit une dégradation de l'ordre de -237,24% entre les deux périodes. Il s'agit de la résultante de la prise en compte du PIP ainsi que l'augmentation des dépenses liées à la riposte contre la Covid-19. Il faut noter que les dépenses de santé ont augmenté de 44,85% entre les deux périodes.

La réalisation de ce projet de loi de finances rectificatives se fera avec l'appui de nos partenaires au développement qui pour la plupart, se sont déjà manifestés aussi bien de manière effective pour certains, qu'à travers leurs annonces pour d'autres.

C'est ainsi que la situation des appuis de nos partenaires est résumée dans le tableau ci-après :

Libellés	KMF	USD (1\$=441,67 KMF)
Besoin en Financement	22 933 343 576	43 958 645
Financement Acquis	14 933 343 576	33 765 000
<i>Disponible</i>	5 993 702 338	13 547 500
<i>FMI</i>	5 300 040 000	12 000 000
<i>FADES</i>	106 241 238	240 544
<i>Remise de dette FMI</i>	587 421 100	1 330 000
Annonce de Financement	8 939 641 238	30 000 000
<i>FADES</i>	106 241 238	240 544
<i>BAD</i>	4 416 700 000	10 000 000
<i>BM</i>	4 416 700 000	10 000 000
Financement restant à rechercher	8 000 000 000	10 147 556

Les appuis des partenaires même sous forme de prêt n'ont pas impacté de manière significative la viabilité de la dette publique qui, selon les dernières estimations faites par la Banque Mondiale, reste à un niveau de risque modéré.

En conclusion, le présent projet de loi se veut être la traduction de la volonté du Gouvernement à mettre en place un système économique et de santé résilient aux chocs notamment pandémiques, pour une relance économique rapide et soucieux du bien-être social. Il permettra de ratifier le décret d'avance suscité, conformément à la Loi des Opérations Financières de l'Etat, et de prendre en compte en même temps certains éléments de la stratégie multisectorielle de réponse à la crise.

Tel est le projet de loi de finances rectificative 2020.



SAID ALI SAID CHAYHANE